



Manifestation contre l'antisémitisme en France

Plus de 10 000 personnes ont participé hier, au cimetière juif de Carpentras, à une cérémonie du souvenir présidée par le grand rabbin de France Joseph Sitruk. Les manifestants, juifs, chrétiens et musulmans, protestaient contre la profanation de dizaines de tombes juives la semaine dernière dans cette petite ville du sud de la France.

PHOTO AP

14 mai
par la PC et l'AP

- 1989: Carlos Menem (péroniste) remporte l'élection présidentielle en Argentine.
- 1987: trois hommes de Sept-Iles périsent dans l'écrasement de leur avion sur une piste de l'aéroport de Sept-Iles.
- 1986: le gouvernement français annonce que la chaîne TF-1 sera privatisée, le centre-sud de l'Alberta est surpris par un blizzard: vents de 80 kilomètres-heure et neige atteignant la hauteur des genoux.
- 1985: six hommes condamnés pour espionnage au profit d'Israël sont pendus en Syrie; dans une ville sainte bouddhiste du nord du Sri Lanka, un commando de séparatistes Tamouls ouvre le feu sur la foule, tuant au moins 145 personnes.
- 1979: Washington et Pékin signent un accord commercial, en vertu duquel, après un froid de 30 ans dans leurs relations, les États-Unis et la Chine s'accordent le statut de la nation la plus favorisée.
- 1977: le Canadien remporte la Coupe Stanley pour une huitième fois en 13 ans; Jim Cornor du Kansas lance une partie sans point ni coup sûr contre les Rangers du Texas.
- 1975: Washington annonce que des Marines ont repris par la force le cargo américain Mayaguez, arraisonné par les Cambodgiens, et que des avions américains ont détruit trois bâtiments de guerre cambodgiens.
- 1973: lancement de la première station orbitale américaine Skylab.
- 1972: Okinawa revient sous souveraineté japonaise après 27 ans sous juridiction américaine.
- 1968: Don Drysdale lance pendant 58 manches consécutives sans accorder de point.
- 1964: Nikita Khrouchtchev, chef du gouvernement soviétique, inaugure le barrage d'Assouan, en Égypte.
- 1959: décès du clarinetiste, trompettiste, compositeur et chef d'orchestre américain Sydney Bechet, né en 1897.
- 1957: début du controversé débat sur le pipeline aux Communies.
- 1955: signature du Pacte de Varsovie.
- 1948: fin du mandat britannique sur la Palestine; création d'un État d'Israël indépendant; la Légion arabe de Transjordanie envahit la Palestine et pénètre à Jérusalem.
- 1941: le gouvernement de Vichy approuve l'accord conclu par l'amiral Darlan avec Hitler.
- 1940: l'ex-premier ministre canadien John Diefenbaker siège pour la première fois à la Chambre des Communes.
- 1921: victoire fasciste aux élections italiennes.
- 1901: ouverture du plus long pont couvert au monde à Hartland, au Nouveau-Brunswick.
- 1878: une entreprise de gelée de pétrole obtient la marque "Vaseline" pour son produit.
- 1796: le médecin anglais Edward Jenner vaccine pour la première fois un enfant contre la variole.
- 1610: Henri IV est assassiné par Ravalliac; Louis IX, neuf ans, lui succède, avec Marie de Médicis, reine-mère, comme régente.
- 1509: les Français battent les Vénitiens à Agnadello et assurent leur contrôle sur le nord de l'Italie. Ils sont nés un 14 mai: le physicien allemand Gabriel Fahrenheit (1686-1736); le chef d'orchestre allemand Otto Klemperer (1885-1973); le producteur de cinéma américain George Lucas (1944); l'artiste rock David Byrne (1942).

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

◆ **Quatre**

«...blent manquer à l'appel », a-t-il toutefois souligné.
Par ailleurs, la Sûreté du Québec affirme que l'enquête sur la mort de Matthew Pike poursuit normalement son cours.
Rappelons que les 21 autres arrestations survenues sur la réserve indienne d'Akwesasne la semaine dernière n'étaient aucunement reliées à ces incidents, mais au trafic de stupéfiants et des livraisons d'armes à feu qui ont eu cours sur la partie ontarienne de la réserve.

◆ **Cimetières**

préhendé pour interrogatoire après des informations selon lesquelles il a été vu agissant bizarrement près des deux cimetières ces derniers jours.
Dans une déclaration à la radio nationale, le chef de la police Yaacov Turner s'était auparavant déclaré « certain d'un lien » en les profanations d'Haïfa et celles perpétrées dans le cimetière juif de Carpentras, dans le Sud de la France.
Les slogans peints sur les tombes d'Haïfa étaient écrits dans un hébreu parfait, a précisé la police. Ils appelaient les Arabes d'Israël, le président irakien Saddam Hussein et le chef de l'État égyptien Hosni Mubarak à « exterminer et brûler les juifs ».
« Les Arabes tueront les juifs », proclamait l'un d'eux.
Ces profanations ont provoqué émotion et colère. « Cela me fait mal. C'est la tombe de ma mère. Il faut tuer les coupables », a ainsi déclaré un habitant d'Haïfa.
Des dirigeants politiques, dont le député de droite Rehavam Zeevi, ont réclamé un châtime exemplaire pour les coupables et préconisé leur expulsion d'Israël. D'importantes forces de police se sont lancées à la recherche d'indices dans ces deux cimetières, Neve David et Hof Carmel.
Les dirigeants du communauté musulmane d'Haïfa ont condamné le sacrilège.
Deux cents tombes du cimetière de Kfar Samir et cinquante du nouveau cimetière de Hof Ha Carmel ont été badigeonnées de peinture noire ou recouvertes de slogans antisémites.
M. Yaakov Turner a indiqué à la radio que la police n'excluait « aucune hypothèse, notamment celle d'une provocation » et a appelé la population à conserver son sang-froid.
Par ailleurs, des milliers de personnes ont participé à des manifestations d'indignation et de recueillement dans plusieurs villes de France, après la profanation du cimetière juif de Carpentras, dans le sud du pays, et la mutilation d'une dépouille par des inconnus.
Au cimetière juif de Carpentras une dizaine de milliers de personnes ont participé à une cérémonie du souvenir présidée par le grand rabbin de France Joseph Sitruk. Quatre membres du gouvernement socialiste étaient présents, ainsi que les représentants du président François Mitterrand et du premier ministre Michel Rocard et plusieurs responsables de l'opposition conservatrice. Pendant un quart d'heure au début de la cérémonie cette cité de 28 000 habitants est devenue ville morte.
La France est à une date histori-

que, a estimé le grand rabbin. « Il faut tout faire pour qu'il y ait un avant et un après Carpentras », a-t-il souhaité, en appelant à isoler les antisémites et à donner la leçon aux hommes politiques irresponsables, allusion manifeste à l'extrême droite.
Le ministre de l'Intérieur et des Cultes Pierre Joxe a exprimé les sentiments d'indignation et de solidarité du gouvernement avec la communauté juive. Des familles juives venues de toute la France se retrouvaient dans la foule aux côtés de chrétiens et musulmans venus dire leur solidarité.
Des manifestations de protestation se sont déroulées dans plusieurs villes, notamment à Marseille et Lyon. Un rassemblement s'est tenu à Drancy, en banlieue parisienne, où les autorités françaises collaborant avec l'occupant nazi avaient installé en 1941 un camp de transit des Juifs pour leur déportation vers les camps de concentration.
Au festival de cinéma de Cannes, au nom du jury, l'actrice française Fanny Ardant a demandé à l'assistante massée devant le palais des festivals une minute de silence et exhorté l'Europe tout entière à ne pas revenir aux « vomissements des années trente ».
Une grande manifestation est prévue aujourd'hui à Paris à l'appel de mouvements anti-racistes et du Conseil représentatif des institutions juives, et avec l'appui des partis de gauche comme de droite.
L'enquête, qui s'est principalement orientée vers les milieux d'extrême-droite, pétinait, a-t-on admis de source proche de la police.
À Paris les autorités ont interdit des manifestations monarchistes et de l'extrême droite qui avaient été prévues hier pour commémorer la fête de Jeanne d'Arc, symbole du nationalisme français.

◆ **Ottawa**

être concrétisé.
Le bureau de la ministre Frulla-Hébert a également appris, par des voies officieuses, que l'échéancier d'Ottawa pour mettre en oeuvre sa nouvelle politique, est maintenant décalé de plusieurs semaines.
Le geste du ministre des Communications va dans le sens de la stratégie actuelle du gouvernement fédéral qui consiste à tenter de minimiser, au moins temporairement, les irritants avec les provinces, notamment le Québec.
Au cours des dernières semaines, le premier ministre a élargi le cercle des stratèges impliqués dans l'opération de déblocage du dossier constitutionnel pour s'assurer, notamment, que les faits et gestes que pose, sur d'autres plans, son gouvernement ne compliquent pas davantage le débat actuel avec les provinces.
Dans le même esprit, le gouvernement fédéral retient depuis des mois sa réglementation sur les langues officielles, laquelle est susceptible d'irriter tout autant Québec que les provinces de l'Ouest puisqu'elle devrait se traduire par une plus grande visibilité du bilinguisme fédéral.
Il y a cependant un dossier qui, assure-t-on, n'attendra pas une résolution dans un sens ou dans l'autre du dossier du lac Meech, et c'est celui de l'intervention fédérale dans la révision des projets de développement hydro-électriques du Québec. Encore que le ministre Lucien Bouchard tente encore de s'entendre avec Québec sur une formule de compromis à ce sujet.
Mais il n'est pas question de lais-

Parizeau prévoit une montée très rapide de l'appui à l'indépendance

OTTAWA (PC) — Si l'accord constitutionnel du lac Meech échoue, plus de Québécois opteront pour l'indépendance, a prédit le chef du Parti Québécois Jacques Parizeau.
De plus, estime le président du PQ, la crise constitutionnelle a dissipé le « rêve grandiose d'un Canada bilingue » échauffé par plusieurs fédéralistes.
« Si le lac Meech échoue et je crois que tel sera le cas, alors nous allons voir le sentiment souverainiste croître davantage et cela très rapidement. Il a déjà beaucoup progressé », a déclaré M. Parizeau à l'émission Question Period télédiffusée, hier, sur le réseau anglais CTV.
« En décembre, selon les sondages, l'appui à l'indépendance se situait autour de 50 pour cent et ces derniers trois mois advenant l'échec du lac Meech, ce pourcentage a augmenté. Nous devrions voir un consensus se former autour de l'idée d'indépendance plutôt rapidement », a-t-il précisé.
De récents sondages indiquent en effet un pourcentage aussi élevé que 65 pour cent de Québécois en faveur de l'indépendance. Une enquête publiée la semaine dernière montre également que le Parti Québécois devance le Parti libéral pour la première fois en cinq ans dans la faveur populaire.

Même si l'entente du lac Meech est ratifiée à la date limite du 23 juin, M. Parizeau, un économiste qui a fait ses études au London School of Economics, a souligné que le Parti Québécois continuera à oeuvrer pour l'indépendance.
Il admet que pour plusieurs Québécois, l'accord qui reconnaît leur province comme une société distincte et élargit les pouvoirs des provinces, est devenu un symbole.
« Pourquoi, demande-t-il, est-il un symbole? Je ne sais pas, répond-il. Je suis certain que les historiens se pencheront sur ce fait. »
Le chef du PQ prévient le Canada anglais que même si le lac Meech est approuvé par les trois provinces récalcitrantes — Manitoba, Terre-Neuve et Nouveau-Brunswick — l'entente ne peut répondre aux demandes constitutionnelles du Québec.
Le Québec, estime-t-il, retournera à Ottawa pour obtenir d'autres pouvoirs.
« Je crois, a-t-il souligné, que l'ancien premier ministre Pierre Trudeau, a été clair à ce sujet pendant le récent débat: « Si vous leur (Québécois) donnez le lac Meech... deux semaines plus tard ils en demanderont plus. »
« Je suis convaincu que tout premier ministre québécois fédéraliste ou partiellement fédéraliste retournera en moins d'un mois après la ra-

tification et en demandera plus », a dit M. Parizeau ajoutant qu'évidemment lui, il en demanderait beaucoup plus.
Il se moque de l'idée que le premier ministre Robert Bourassa, un des dix premiers ministres à signer l'entente, pourrait transformer le Parti libéral du Québec en un parti pro-indépendantiste pour dépasser le PQ si le lac Meech est une faillite.
« Je ne le crois pas », a vertement rétorqué M. Parizeau quand il s'est vu suggérer que M. Bourassa pourrait déjouer le PQ sur la question de la souveraineté.
M. Parizeau est revenu sur une de ses déclarations selon laquelle la Confédération est démantelée et que le Canada anglais serait mieux sans le Québec.
« Mais, a-t-il poursuivi, le débat politique s'oriente vers la possibilité qu'enfin le Canada anglais sera dans une position de fonctionner en tant que pays... Je suis très conscient à quel point le Québec a été cassé-pieds pour le reste du Canada... »
Le Canada, pour Jacques Parizeau, ne marche pas. Par conséquent, lui qui depuis 1969, de l'intérieur du Parti Québécois, observe la scène, il croit que l'indépendance doit se réaliser.
« Le Québec, a-t-il insisté, doit devenir un peuple souverain. »

ser traîner les choses jusqu'à la fin du mois de juin, jurait-on cette semaine dans l'entourage du ministre de l'environnement. D'autant plus que le ministère fédéral a déjà mis son pied dans la porte de deux importants projets dans l'ouest canadien, ce qui le rend particulièrement vulnérable à des accusations de favoritisme s'il semble laisser le champ libre à Hydro-Québec.

◆ **Le CTC**

une partie des débats. La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) qui compte 475 000 membres jouit déjà d'un statut privilégié à l'intérieur du Congrès. Pour sa part, le CTC s'est déjà prononcé contre le lac Meech parce qu'il néglige, selon lui, la question des autochtones et des femmes.
« Depuis 1974, la FTQ a déjà beaucoup plus d'autonomie. Advenant que le Québec devienne indépendant après l'échec du lac Meech, le CTC est prêt à négocier les liens qui doivent unir les organismes en toute sérénité. Je ne dis pas que les débats ne seront pas houleux mais nous allons tenter de respecter l'autonomie des travailleurs comme le prévoit la résolution adoptée en 1978. »
M. Mercier qui est d'abord membre de la FTQ n'a toutefois pas voulu dévoiler la position de cette dernière concernant l'échec possible du lac Meech. « Nous allons attendre le discours de Louis Laberge. Le CTC ne peut pas prendre position tant qu'il n'a pas l'avis du président de la FTQ. Mais il demeure que nous allons tenter de conserver des liens fraternels avec les travailleurs du Québec. Moi je représente la FTQ au sein du Congrès mais si M. Laberge décide que je dois me retirer, c'est son choix. »

Outre la TPS et le lac Meech, l'assemblée statutaire qui réunira quelque 3 000 délégués doit se pencher sur une modification des structures qui permettraient une représentation plus avantageuse de toutes les régions du Canada. Des élections sont également prévues pour jeudi matin. L'organisation de M. Dave Werlin, un représentant du Syndicat de la fonction publique fédérale distribuait des dépliants hier à l'entrée. M. Werlin, originaire de l'Alberta, est présenté comme le candidat de la démocratie.

Une assemblée devait avoir lieu hier soir pour prendre le pouls des délégués concernant la mise en candidature possible de M. Werlin. De son côté, la FTQ a donné son appui à la présidente actuelle et au conseil exécutif déjà en place.

◆ **Les centres**

tionalisation dans le système actuel.
« Nous représentons 240 centres d'accueil et d'hébergement, et il y a 155 territoires de CLSC au Québec. Il existe aussi une quarantaine de centres hospitaliers longue durée en dehors de nous. Pour rationaliser l'offre de service en soins de santé nous sommes prêts à accepter qu'il n'y ait éventuellement qu'un centre d'accueil et d'hébergement par territoire de CLSC. »
« Mais il faut aussi consolider la mission des centres pour qu'ils offrent une plus grande gamme de services. Il y a 125 centres d'accueil de jour au Québec, ce n'est pas assez. Il faut aussi libérer dans le réseau des places pour l'hébergement temporaire et le répit-dépannage aux familles. En fait, il faut se rationaliser pour redéployer les sommes ainsi épargnées. »
L'Association des centres d'accueil représente également, à l'autre bout de l'échelle d'âge, 42 centres de réadaptation pour jeunes en difficulté.
Là aussi les réalités sociales ont changé. « Nous recevons les enfants abusés sexuellement, les enfants de parents toxicomanes, les gangs de délinquants. Le petit gars qui fait la manchette du journal parce qu'il a tué son grand-père pour s'acheter de la drogue, le lendemain il ne disparaît pas, c'est chez nous qu'il atterrit. »
Michel Clair note que depuis six ou sept ans « la clientèle a peu augmenté en nombre, mais son profil a beaucoup changé. La consommation de drogue a changé, et les jeunes en-

voyés par le tribunal sont de moins en moins responsables de crimes contre les biens et de plus en plus responsables de crimes contre la personne. Ils sont de plus en plus violents. »
On note également avec stupeur « une augmentation du nombre d'abus sexuels chez les très jeunes enfants », et puis une réalité radicalement différente, « les gangs pluri-ethniques et les jeunes issus des minorités, ce qui implique autant de nouvelles façons de communiquer avec eux » ajoute-t-il.
Conclusion : « notre personnel est essoufflé, il a vieilli, au moment où il lui faut se recycler très vite. »

De plus, au niveau des structures, « ça ne roule pas très rond entre le tribunal, la DPJ, le centre des services sociaux et le centre de réadaptation. Le système est compliqué et il grince dans plusieurs régions. De là est venue l'idée de regrouper les Centres de services sociaux et les centres de réadaptation sur une base régionale. »

L'Association s'occupe également d'un troisième dossier, celui de la déficience intellectuelle. Et dans ce domaine Michel Clair aimerait voir un meilleur « leadership moral » de la part des gouvernants.

Car la réintégration de ces personnes se bute à des facteurs humains.
« Prenons un exemple, dit-il. Dans un petit village, un nouveau venu achète le dépanneur du coin. Il a vaguement travaillé dans le réseau des services sociaux, il est très ouvert à engager deux déficients intellectuels dans son commerce, il a la patience et le goût de le faire. Il s'agit là d'une merveilleuse occasion. Mais cette occasion n'aurait jamais été créée si le dépanneur n'avait pas changé de propriétaire! C'est un tout petit exemple, mais qui illustre bien le problème. Si on veut ouvrir des appartements supervisés dans un quartier et que la population résiste, on force la note ou on prend le temps de sensibiliser la population? Du point de vue de l'État, la réinsertion des déficients intellectuels a beaucoup plus besoin d'un leadership moral que d'un support financier... »

◆ **Pour une**

Lily et l'enfant sont emprisonnés dans un camp, un vrai camp de concentration avec barbelés et miradors. Le film finit bien mais après combien de souffrances. C'est à la fois sentimental et rondement mené, ça n'innove en rien mais c'est d'une efficacité remarquable.
Restons en compétition mais glissons sur *Rodrigo D. — No Futuro*, du Colombien Victor Gaviria. Ces garçons sans avenir dérivent, dans les bidonvilles de Medellín, dans un univers de pauvreté et de violence, se nourrissent de drogue et de Heavy Metal. Sur cette réalité sociale tragique, la télévision nous a donné des reportages saisissants.
Mais, le film tourne en rond sans

rien nous apprendre. Tandis que *Taxi Blues*, première réalisation du scénariste de 41 ans Pavel Lounguine, nous en dit long sur la réalité russe, à travers les relations tumultueuses entre un chauffeur de taxi moscovite et un jazzman marginal.
Cela dépeint les rapports actuels entre l'intelligentsia et le peuple, d'expliquer Lounguine, ils ne peuvent ni vivre ensemble ni se passer l'un de l'autre. Un film rude, tendre et loufoque avec deux comédiens que l'on n'oubliera pas de sitôt : Piotr Zaitchenko, le chauffeur de taxi patriote et escroc, et Piotr Mamonov, le saxophoniste juif et alcoolique, dans la vraie vie une figure mythologique de Moscou parce que le plus vieux rocker russe.

Et, puisque nous parlons acteurs, une autre interprétation s'est méritée hier de vifs applaudissements et devrait retenir l'attention du jury, celle de Krystyna Janda, l'actrice fétiche d'Andrzej Wajda, dans *L'Interrogatoire*, du réalisateur polonais Richard Bugajski.
Au début des années 50, une chanteuse charmante et un peu folle est arrêtée par les services de sécurité, enfermée, interrogée, torturée, sans jamais comprendre pourquoi. Un cauchemar dont elle sortira autre. Ce film dense et dur a été tourné il y a près de dix ans, à la veille de l'imposition de la loi martiale. Justice lui est enfin rendue.

Vous aurez, je l'espère, remarqué que je vous épargne les habituels clichés sur Cannes — la mer, le soleil, les palmiers, les starlettes. Mais, le climat n'en est pas moins beau et les vedettes sont au rendez-vous, les plus populaires étant sans contredit Clint Eastwood et Alain Delon qui se faisait rare et que nous verrons bientôt dans le film de Jean-Luc Godard.
J'étais tout à l'heure assise juste derrière Jean-Claude Brialy, littéralement fasciné par la projection historique d'une nouvelle version de *L'Atalante*, le film que Jean Vigo termina peu avant sa mort en 1934 (il avait 29 ans). *L'Atalante* allait être amputé, déformé, trahi de toutes les façons bien que considéré par les cinéphiles comme un chef-d'oeuvre absolu.

Une équipe patronnée par Gaumont a retrouvé des images, des séquences même, inédites : provocatrices (Michel Simon introduisant une cigarette dans son nombril tatoué), surréalistes (Jean Dasté étreignant un bloc de glace), lyriques (la marche nuptiale). On a réalisé des trucages prévus dans le scénario, mais écartés au montage (Michel Simon se dédoublant).
On a, pour la première fois au monde, restauré la piste sonore en « tout numérique », on a rétabli la musique originale de Maurice Jaubert, bref, une copie qui se veut idéale. Un événement dans l'histoire de la restauration. Une réédition qui suscite déjà délire et polémique.
Demain, *Daddy Nostalgie*, de Bertrand Tavernier.

LA SOCIÉTÉ D'ARTHRITE

DONNEZ... une leur d'espoir